

Le Bureau du Défenseur du peuple en Colombie dénonce des arrestations forcées



Bogotá, 15 juillet (RHC) Le Bureau du Défenseur du peuple de Colombie a dénoncé jeudi l'arrestation d'au moins 15 personnes, dont des mineurs, dans le secteur de Alto Purare, Tame, dans le département d'Arauca.

L'organisation a exprimé "sa préoccupation face à la situation de violence systématique que vit le département d'Arauca, où des acteurs armés illégaux" provoquent des affrontements qui touchent la population.

"Au cours des dernières heures, dans le secteur de Alto Purare à Tame, au moins 15 personnes proches d'un processus de réintégration ont été détenues parmi lesquelles des mineurs. Nous exigeons le respect de leur vie et de leur intégrité", a déclaré le Médiateur, Carlos Camargo.

Le représentant de la municipalité, Juan Villate, a confirmé l'enlèvement d'anciens combattants de la guérilla en cours de réinsertion et a ajouté que "les responsables de la détention et de la disparition de

ces personnes" sont 20 hommes armés appartenant à l'Armée de libération nationale (ELN).

Carlos Camargo a appelé "les acteurs armés à respecter les droits des communautés et le Droit International Humanitaire" notamment en raison du risque social qu'un tel état des choses comporte pour ces communautés vulnérables contraintes au déplacement forcé.

Camargo a demandé aux autorités de répondre aux alertes précoces que le Défenseur a lancées pour les territoires d'Arauca (et sa zone urbaine et périurbaine), Arauquita, Saravena, Fortul et Tame, Puerto Rondón et Cravo Norte. (Source/Telesur)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/293594-le-bureau-du-defenseur-du-peuple-en-colombie-denonce-des-arrestations-forcees>



Radio Habana Cuba